



NOTE THEMATIQUE

Diversification de l'économie et amélioration du climat des affaires

L'économie tchadienne, essentiellement basée sur des cultures de rente et de l'extraction du pétrole est exposée à des aléas climatiques et aux fluctuations des prix des matières premières. La croissance économique enregistrée à près de 8% entre 2003 et 2010 est principalement imputable à l'exploitation des ressources pétrolières. Cette mutation de la base de production a accru la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes, notamment la baisse des prix des produits de base. Le poids du secteur primaire demeure dominant. Il représente près de 47,4% de l'activité de l'ensemble des unités économiques sur la période 2010-2015, suivi du secteur secondaire (12,3%) et du secteur tertiaire 40,3% (MFB, 2017).

Diagnostic

L'analyse du système productif national met en évidence des potentialités et des opportunités au regard des avantages comparatifs du pays. Ces potentialités concernent les filières dans les secteurs agro-sylvo-pastoraux ainsi que dans les secteurs touristique, artisanal et minier dont le développement permettrait une réelle diversification de la structure productive du pays. En dépit des efforts déjà réalisés pour la modernisation de ces secteurs, le développement de l'approche filière dans ces secteurs est freiné par l'existence des quatre catégories de contraintes suivantes.

La première catégorie est relative à la faible performance de l'Administration Publique. En effet, la lourdeur administrative freine le développement rationnel des affaires. En outre, les insuffisances de l'administration et la faible efficacité de l'appareil judiciaire constituent un puissant frein à l'épanouissement des entreprises et à la diversification de l'économie nationale.

La deuxième contrainte est liée à l'environnement économique. En effet, l'économie tchadienne est caractérisée par un faible pouvoir d'achat et une taille limitée du marché intérieur. A cela, s'ajoutent l'approvisionnement intermittent en eau ; le faible accès à l'énergie électrique et son coût élevé ; le réseau limité des routes bitumées et aménagées ; la faible fiabilité des télécommunications et dont les prix sont parmi les plus chers au monde. La conjonction de ces contraintes pénalise l'économie, décourage les investisseurs potentiels et compromet la viabilité des entreprises existantes en augmentant leurs coûts de production.

La troisième catégorie de contraintes est liée aux difficultés de financement. Au Tchad, comme dans les autres pays en développement, la majeure partie des entreprises exerçant dans le secteur informel rencontrent d'énormes difficultés à obtenir des crédits en général, et surtout des crédits à moyen et long termes nécessaires au financement de leurs investissements. En outre, les banques pratiquent des taux d'intérêt élevés liés à une perception plus ou moins réelle de risques encourus conduisant à une frilosité croissante du système bancaire. Cette prudence extrême à l'égard des demandes de crédits des entreprises et surtout des PME/PMI entraîne une exclusion des petits entrepreneurs. Les statistiques montrent qu'à peine deux (02) tchadiens adultes sur sept (07) ont accès à un produit financier formel.

En ce qui concerne le financement de l'économie, d'après les données de la BEAC, le ratio du crédit alloué au secteur privé n'a jamais atteint 6% du PIB sur la période 1990-2013 (deux fois moins que la moyenne de la CEMAC).

Les difficultés de financement des PME/PMI sont liées en grande partie à leur incapacité à fournir des collatéraux, au manque de formation des promoteurs à gérer avec efficacité leurs entreprises et à la sécurisation des titres de propriété servant de garanties. L'inexistence de structures appropriées et des lignes de crédits spécialisées pour le financement des PME et l'absence d'organismes de garantie et de caution mutuelle des crédits accordés aux PME constituent aussi un frein à l'investissement.

La dernière catégorie des contraintes est inhérente à l'esprit des opérateurs économiques. Les opérateurs privés locaux qui évoluent, pour la plupart individuellement, ont une préférence pour le commerce général (Import-Export), le transport et les services. Ils éprouvent en revanche plus de difficultés à se constituer en des groupes de Sociétés avec des capitaux importants pour créer des industries de taille et partager ainsi les risques. Très peu éduqués et pas du tout formés, ils utilisent des techniques de gestion rudimentaires. L'absence de centres de gestion agréés dont le projet de création est à l'étude depuis plusieurs années, ajoutée à la faiblesse de l'offre en service d'appui et de conseil en comptabilité et gestion, ne permet pas aux dirigeants d'entreprises de mener une réflexion stratégique et une planification à moyen et long termes de leurs activités.

Mesures déjà prises par le Gouvernement

Les efforts importants réalisés par les pouvoirs publics ont permis d'améliorer le classement du pays dans le rapport Doing Business 2017 avec un progrès de trois places le plaçant au 180^{ème} rang sur 190. Cette amélioration a eu lieu grâce à la mise en place du Haut Comité Interministériel chargé du Suivi et Contrôle des Indicateurs de Mesure de la Réglementation sur le Climat des Affaires au Tchad par arrêté N°652/PR/PM/2015 du 03 février 2015. Les efforts du Gouvernement s'étendent également à l'Agence Nationale des Investissements et des Exportations (ANIE) qui œuvre pour l'attractivité et la diversification de l'économie tchadienne. Le Gouvernement a aussi entrepris des efforts qui ont permis d'améliorer le cadre législatif et réglementaire notamment en appuyant la transposition et en vulgarisant droit de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Des mesures ont également été prises pour une accélération du processus de création d'entreprises. En 2016, le nombre de jours indispensables à la création d'entreprise ainsi que le capital minimum exigé lors de la constitution de sociétés à responsabilité limitée (SARL) ont été réduits. Le capital des sociétés à responsabilité limitée est ainsi passé de 1 000 000 de francs CFA à 100 000 francs CFA et la procédure d'enregistrement chez un notaire a été rendue optionnelle. Par ailleurs, le coût des procédures demeure toujours très élevé. Il atteint près de 150,6% du revenu par tête en 2015 (Rapport Doing Business, 2016).



Sur le plan stratégique, le Gouvernement dispose à travers l'EDIC 2 (2015) d'un document définissant les grandes lignes de la diversification de l'économie du pays par le développement des filières à très forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois.

En outre, le Gouvernement a lancé un ambitieux Programme National pour la Sécurité Alimentaire (PNSA) en 2006 au coût de 103 milliards de FCFA pour moderniser l'agriculture tchadienne. En plus de son

objectif d'assurer la sécurité alimentaire, l'un des mandats du PNSA était de renforcer la résilience des paysans au changement climatique.

Le Président de la République au volant d'un tracteur



Orientations stratégiques

Dans le cadre du PND 2017-2021, le Gouvernement entend poursuivre sa politique de diversification économique et d'amélioration du climat des affaires par un plus grand soutien aux filières de production existantes et par la création de nouvelles filières à très forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois notamment dans le secteur agro-sylvo-pastoral (gomme arabique, arachide, produits rizicoles, karité, spiruline, produits de la pêche et de l'élevage) ainsi que dans les secteurs minier, touristique et artisanal. Le secteur privé tchadien jouera un rôle accru dans la diversification de l'économie via le développement de Partenariats Publics Privés (PPP) et par l'insertion de certaines activités dans les chaînes de valeur au niveau régional, continental et mondial, avec comme objectif d'intensifier ses échanges commerciaux et d'accroître la croissance économique du pays. A cet effet, la mise en œuvre efficace du Livre Blanc pour la promotion du secteur privé est plus que nécessaire.

Réussir cette transformation structurelle passe aussi par une plus forte implication et présence des opérateurs économiques, notamment des entrepreneurs dans le développement de la sphère industrielle au Tchad. Ce processus d'industrialisation se fera par la mise en œuvre d'une politique d'accompagnement, notamment en direction des femmes et des jeunes et par l'accroissement des financements (banques et mutuelles agricoles) dans les secteurs agro-sylvo-pastoraux.

Pour développer ces filières, d'autres actions seront mises en œuvre afin d'améliorer le climat des affaires et la qualité des infrastructures dans les domaines des transports, de l'énergie et des TIC.

Axes	Sous axes	Principaux résultats attendus			
<p style="text-align: center;">Axe 2</p> <p style="text-align: center;">Renforcement de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit</p>	<p style="text-align: center;">Sous axe 2.2</p> <p style="text-align: center;">Promotion d'une gouvernance économique et financière</p>	<p>2.2.1 La formalisation du secteur informel est accélérée</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de formalisation des entreprises du secteur informel</p> <p>2.2.2 Les réformes proposées par le CNPT dans le livre blanc sont mises en œuvre et le secteur privé bénéficie d'un cadre favorable au commerce</p> <p>Mettre en œuvre des actions incitatives relatives à la création d'entreprises, au transfert de propriété, au permis de construire, à l'exécution des contrats et au commerce transfrontalier</p> <p>Mettre en place un mécanisme de contrôle de l'effectivité de la mise en œuvre des réformes du Livre Blanc</p> <p>Rendre l'administration du commerce efficace</p> <p>Améliorer les aspects relatifs à l'intégration et à la facilitation des échanges</p> <p>Renforcer la compétitivité des exportations tchadiennes</p> <p>Améliorer la participation du Tchad dans le commerce international</p> <p>Soutenir la participation des femmes tchadiennes dans le secteur du commerce</p> <p>2.2.3 Une stratégie d'industrialisation et de diversification de l'économie est élaborée et mise en œuvre</p> <p>Elaborer une stratégie de diversification et d'industrialisation de l'économie</p> <p>Mettre en œuvre de manière satisfaisante la stratégie de diversification et d'industrialisation de l'économie</p>			
		<p style="text-align: center;">Axe 3</p> <p style="text-align: center;">Développement d'une économie diversifiée et compétitive</p>	<p style="text-align: center;">Sous axe 3.1</p> <p style="text-align: center;">Une économie diversifiée et en forte croissance</p>	<p>3.1.1 La contribution des sous-secteurs miniers touristique et artisanal au PIB est renforcée</p> <p>La stratégie de développement du tourisme est élaborée et mise en œuvre</p> <p>Le Cadre institutionnel et de pilotage du secteur touristique est renforcé</p> <p>Les capacités des infrastructures hôtelières du Tchad sont renforcées</p> <p>La stratégie nationale de développement de l'artisanat (SNDA) est élaborée et mise en œuvre</p> <p>Les capacités institutionnelles, matérielles et techniques des agents du sous-secteur Artisanat sont renforcées</p> <p>Un environnement favorable aux affaires dans le secteur de l'artisanat est créé</p> <p>3.1.2 Des filières porteuses dans les sous-secteurs sylvo-agro-pastoral sont développés dans les pôles de croissance</p> <p>La gouvernance et les ressources humaines du secteur agricole ont été améliorées</p> <p>La productivité animale est améliorée</p> <p>Le Programme National d'Investissement dans le Secteur Rural (PNISR) est efficacement mis en œuvre</p>	
				<p style="text-align: center;">Sous axe 3.2</p> <p style="text-align: center;">Un financement de l'économie majoritairement assuré par l'épargne intérieure, des crédits à l'économie et les capitaux privés étrangers</p>	<p>3.2.1 L'offre de service financier est adaptée aux besoins des agents économiques</p> <p>La stratégie nationale de la finance inclusive est mise en œuvre</p> <p>Des structures bancaires spécialisées dans le financement de certains secteurs spécifiques (agriculture, artisanat, culture, etc.) et certaines catégories de populations sont créées</p> <p>Le volume de financement de l'économie sur les ressources locales a augmenté de manière significative</p> <p>Le volume des capitaux privés étrangers pour le financement des investissements productifs a augmenté</p> <p>Des solutions alternatives de financement au crédit bancaire sont développées</p> <p>3.2.2 L'émergence de nouveaux actionnaires privés nationaux est promue</p> <p>L'actionnariat privé national est promu</p> <p>La formalisation du secteur informel est accélérée</p>



Financement

Le coût global des actions relatives à la diversification de l'économie et à l'amélioration du climat des affaires se situe à sept cent soixante-sept milliards sept cent soixante-trois millions sept cent soixante-trois mille trois cent Francs CFA (**767 763 763 300 FCFA**). Les actions en lien avec l'amélioration du climat des affaires sont évaluées à 62,87 milliards de FCFA, ceux concourant à la promotion des sous-secteurs minier, touristique et artisanal à 88,89 milliards de FCFA, ceux du développement des filières porteuses dans les pôles de croissance à 479,21 milliards de FCFA, ceux relatifs au développement de l'offre des services adaptés aux besoins des agents économiques à 134,36 milliards de FCFA et ceux liés à la promotion de l'émergence de nouveaux actionnaires privés nationaux à 2,43 milliards de FCFA. Pour le financement des projets d'investissement en lien avec la diversification de l'économie, le secteur privé sera sollicité à travers notamment des PPP.

Résultats attendus	Coût (en FCFA)	Proportion (%)
La Gouvernance Economique est améliorée	62 867 500 000	8,2
La contribution des sous-secteurs minier, touristique et artisanal au PIB est renforcée	88 893 063 333	11,6
Des filières porteuses dans les sous-secteurs agro-sylvo-pastoral sont développées dans des pôles de croissance	479 210 000 000	62,4
L'offre des services financiers est mieux adaptée aux besoins des agents économiques	134 359 950 000	17,5
L'émergence de nouveaux actionnaires privés nationaux est promue	2 433 250 000	0,3
Coût global	767 763 763 333	100

